

Billet d'humeur du Secrétaire Général

La loi agriculture/alimentation : un rendez-vous manqué !

Dans une société où les consciences sont au degré zéro de l'évolution écologique, avec des intérêts énormes en jeu, comment voulez-vous faire ? La solution ne passe pas par la politique, elle passe par l'élévation de la conscience. Le jour où le politique dira : il faut une grande part d'écologie dans l'enseignement, avec un jardin pour que les enfants apprennent ce que c'est que la vie, avec un atelier manuel et non pas des écrans, cela commencera peut-être à aller mieux. J'ai vu des gens sortir de grandes écoles ultra-diplômés : ils ne savent même pas comment pousser un poireau".

Pierre Rabhi

A l'occasion de l'examen du projet de loi agriculture/alimentation, nous avons assisté à un vrai festival où l'Assemblée Nationale a été le théâtre d'une offensive de la part des lobbys, syndicats agricoles, grandes distributions, industries agro alimentaires.

Amendements par centaines transmis aux élus, campagne publicitaire, tout était parfaitement orchestré pour influencer les débats.

Bien que Stéphane TRAVERT se défende de tout lien avec les lobbys, il a en revanche suivi mot à mot les orientations imposées par le Chef de l'Etat.

Et pourtant, ce dernier n'avait-il pas annoncé l'interdiction du glyphosate d'ici à 2021 ou déclaré, lors des Etats Généraux de l'Alimentation à Rungis le 12 octobre 2017, "le rejet des produits chimiques, la préférence pour l'alimentation naturelle sont des lames de fond sociales" évoquant "l'angoisse des consommateurs, la préoccupation légitime des citoyens, mais aussi l'ensemble du monde agricole".

Au lieu de cela, la majorité parlementaire, suivant scrupuleusement les consignes de l'Elysée et sous la pression des lobbys, a refusé d'interdire

les épandages des pesticides à proximité des habitations, rejeté un amendement qui visait l'interdiction de diffuser, dans les médias, des publicités pour des produits alimentaires trop gras et trop sucrés, ciblant plus particulièrement les enfants.

Il s'agissait pour autant d'une mesure essentielle, et urgente pour limiter les effets nocifs de la mal bouffe et les dépenses de santé.

De même, les députés ont repoussé les initiatives destinées à améliorer le bien être animal en particulier en interdisant le broyage des poussins vivants ou l'élevage industriel des poules en cage.

Malgré les scandales alimentaires et sanitaires qui devraient servir de leçon à l'Exécutif, il est clair qu'il a préféré la dérégulation ou la levée des freins au nom des profits mais au détriment de la santé des consommateurs et de la protection de l'environnement.

En d'autres termes la loi agriculture/alimentation enterre les belles promesses électorales du Chef de l'Etat.

A priori, le Chef de l'Etat et le Ministre de l'Agriculture n'ont pas suivi les enseignements de Pierre RABHI. C'est regrettable.

Je vous souhaite à toutes et à tous, ainsi qu'à vos familles, de très bons congés.

Philippe COSTA